l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 31/01/2022

Avec Philippe Poutou, pour un monde sans patrons ni frontières

Du côté de la gauche de gouvernement, la comédie continue. La « primaire populaire » n'était là que pour entériner une candidature de plus à cette cacophonie : celle de Christiane Taubira, ministre sous la présidence de François Hollande, dont Macron, en tant que secrétaire général de l'Élysée, était éminence grise, avant d'en devenir à son tour ministre.

Après des décennies de renoncements et de trahisons, la gauche de gestion du capitalisme continue de creuser sa tombe. Il n'y a rien à regretter, c'est une autre voix qu'il faut faire entendre.

La gauche enterrée par sa propre politique

Ce n'est pas faute de « socle commun » que la gauche institutionnelle part en ordre dispersé. Les verts de Jadot, le PS d'Hidalgo et les radicaux de gauche de Taubira gouvernaient ensemble il y a quelques années sous Hollande. Au menu : loi Travail, argent magique pour le grand patronat et une couche de démagogie xénophobe avec Valls.

Le PCF de Roussel et Mélenchon lui-même ont gouverné avec les socialistes il y a moins de vingt ans : c'était la « gauche plurielle » de Jospin, qui a privatisé plus que la droite dans toute son histoire !

Tous se réclament de Mitterrand, homme du centre, devenu en 1972 chef du Parti socialiste et leader d'une « union de la gauche » avec l'appui du PCF. Celle-ci avait canalisé des espoirs populaires. Au gouvernement, sa politique anti-sociale agressive avait refait le lit de la droite.

Unie ou divisée, la gauche au pouvoir applique docilement la politique du grand patronat, qui est le véritable donneur d'ordre dans la société capitaliste. Après chaque passage de la gauche au gouvernement, les illusions qu'elle a suscitées se transforment en dépit qui profite à l'extrême droite. Celle-ci poursuit son ascension depuis les années Mitterrand.

Contre la droite et l'extrême droite :
un programme de lutte pour changer la société

À deux mois du scrutin, la campagne est monopolisée par différentes nuances de droite, de Macron à Zemmour en passant par Pécresse et Le Pen. Ces quatre-là sont d'accord sur l'essentiel : le grand patronat d'abord ! Zemmour veut la retraite à 65 ans, Le Pen se bat contre l'augmentation du Smic, Pécresse voudrait supprimer des centaines de milliers de fonctionnaires… et Macron tout ça à la fois.

Le seul terrain sur lequel ils rivalisent, c'est celui de la démagogie sécuritaire et raciste. Cette poussée réactionnaire – à laquelle une certaine gauche ne peut pas s'empêcher d'ajouter son petit venin – profite à l'extrême droite et installe des idées dont on croyait s'être débarrassé depuis longtemps. Le tout sponsorisé par des médias aux mains des milliardaires.

Les intérêts des travailleurs et les moyens de les imposer

Face à ces vents mauvais, il est urgent que le monde du travail se rassemble. Pas derrière un nouvel attelage d'une gauche qui sert de paillasson au grand patronat. Mais pour ses propres intérêts et ceux de toutes les classes populaires.

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, pour défendre leurs intérêts vitaux, les travailleurs devront s'affronter à la classe capitaliste. Pour arracher les 400 euros de salaire supplémentaires nécessaires pour boucler les fins de mois, pour interdire les licenciements et partager le travail entre tous afin d'en finir avec le chômage, pour financer les services publics essentiels de santé, d'éducation, de transport ou de la culture…

Toutes ces mesures, aussi élémentaires soient-elles dans une société riche comme la nôtre, resteront à l'état de promesses électorales si elles ne sont pas imposées par un puissant mouvement d'ensemble : il ne s'agit pas de les faire financer par le contribuable mais de faire payer les milliardaires et actionnaires qui se sont gavés pendant la crise, et qui continuent.

C'est ce programme de lutte collective que propose Philippe Poutou dans cette élection et au-delà. L'union dont nous avons besoin, c'est celle des travailleurs et des jeunes pour renverser cette société capitaliste basée sur l'exploitation et le cortège d'oppressions qu'elle nourrit.

Hôpitaux à la dérive

La direction a donc décidé de mettre en place le plan blanc. Des années de restrictions budgétaires, de fermetures de lits, de dégradation des conditions de travail ont mené les hôpitaux au bord du gouffre. Au CHS, il manque une quinzaine de postes infirmiers, des psychologues, des assistantes sociales des ASH… Nous payons aujourd'hui la gestion capitaliste du système de santé.

Pour faire face à cette crise, le gouvernement, plutôt que d'injecter de l'argent et d'embaucher, préfère faire travailler plus ceux qui restent et dégrader encore nos conditions de travail.

Quand la solidarité a bon dos

L'encadrement, qui ne manque pas d'air, n'hésite pas à nous parler de solidarité afin de nous envoyer à droite et à gauche renforcer les équipes. Le travail sur repos, les bascules, les jours de repos isolés de moins de 36 heures, deviennent un mode de fonctionnement. L'hôpital fonctionne « hors la loi ». Sans compter que les patients subissent aussi cette dégradation, confrontés à des équipes qui ne les connaissent pas et qui n'ont plus de temps à leur consacrer. Ce mode de fonctionnement risque de s'inscrire dans le temps et nous n'aurons pas d'autre choix que de montrer notre mécontentement si nous ne voulons pas en faire durablement les frais.

La psychiatrie fortement impactée

La direction a décidé de prendre le personnel de l'extra-hospitalier pour renforcer les équipes en intra. Ainsi, les CMP et les foyers de post-cure ont vu leurs effectifs fondre. Ce n'est pas la première fois, et cela devient même un mode de fonctionnement de plus en plus fréquent. Les CMP n'arrivent déjà plus à prendre en charge les patients en extra. Il faut presque un an désormais pour pouvoir consulter une psychologue, les médecins renvoient vers leur généraliste de nombreux patients et les infirmiers croulent sous les premières consultations d'une population que la crise et la dégradation des conditions de vie amènent de plus en plus à consulter.

Les têtes pensantes

Au Colombier, nous réclamons depuis des années une voiture plus grande afin de pouvoir emmener les patients en sortie. Non seulement la direction ne l'a jamais accepté, mais elle vient de décider, pour une question de budget, de nous attribuer… une petite voiture électrique !

Désormais, pour chaque sortie, il faudra réserver une voiture sur l'hôpital, qui en a de moins en moins, et faire sans cesse les allers-retours. Après, on nous parle de qualité de soins et de solidarité. Mais surtout on nous dit que ce sont « les têtes pensantes » qui en ont décidé ainsi. Nous, on préfèrerait nettement qu'ils « pensent » moins !

Tempête sous les crânes

Dans un mail adressé par l'encadrement, celui-ci nous informe que les jours en heures supplémentaires seraient payés dans les 450 euros pour certains agents. Quelques jours après, on nous annonce un rectificatif. La directrice des soins s'est trompée d'une centaine d'euros.

Et Macron prétend que les gens seraient payés en fonction de leurs compétences ! Quand on voit ceux qui gèrent l'hôpital, on comprend mieux les problèmes.

Haro sur le malade

Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP (hôpitaux de Paris) a déclaré, à propos des malades du Covid non-vaccinés : *« Est-il logique de bénéficier des soins gratuits quand on a refusé pour soi la vaccination gratuite ? »* Et pourquoi alors ne pas faire payer les fumeurs soignés pour des maladies respiratoires, les dépendants alcooliques, les cyclistes accidentés sans casque, les personnes en surpoids, et ainsi de suite ?

Quant à ceux qui ont encore supprimé près de 6000 lits en pleine pandémie et qui refusent d'accorder les salaires corrects qui permettraient des embauches dans la santé, Hirsch n'a rien à leur reprocher : ils siègent au gouvernement.

Bien dit Philippe Poutou

« Les interventions militaires n'ont jamais permis d'aider les peuples » a rappelé sur RFI notre camarade Philippe Poutou, candidat à la présidentielle.

La situation qui s'aggrave au Mali rappelle celle de l'Afghanistan. Les interventions militaires qui prétendent être dans l'intérêt des peuples, pour la paix ou contre le terrorisme masquent mal les intérêts économiques et les logiques impérialistes au service des Total, Bolloré et autres.

Du point de vue de l'expansion des djihadistes *« ce que l'on voit, c'est que ça ne change pas grand-chose »*, mais au final *« les peuples trinquent »*, a rappelé Philippe Poutou : *« La solution passe par des révoltes populaires. »*

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/